

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 SEPTEMBRE 1928.

Proposition de loi sur l'organisation de l'enseignement de la seconde langue dans les écoles primaires.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition actuelle est la reproduction de celle qui fut déposée le 23 février 1922. Elle n'a pu être discutée par la Chambre et la dissolution l'a fait disparaître. Elle avait été adoptée par la majorité des sections le 4 mai 1922. Elle a pour but d'organiser et de développer l'enseignement de la seconde langue dans les écoles primaires.

Le programme de l'instruction primaire ne prévoit l'enseignement obligatoire que d'une seule langue : le français, le flamand ou l'allemand selon les besoins des localités, dit la loi de 1893; et cette disposition est complétée et précisée par la loi de 1914 en ces termes : la langue maternelle des enfants est la langue véhiculaire aux divers degrés de l'enseignement.

Il n'est donc pas possible aux élèves des écoles primaires dans les communes qui se renferment dans l'étroite exécution des prescriptions de la loi, de s'initier à la connaissance de la seconde langue nationale; les enfants des régions flamandes ne peuvent y apprendre un mot de français et les enfants des régions wallonnes pas un mot de flamand.

Et pourtant, s'il répugne à quelques chefs de famille de faire donner cet enseignement à leurs enfants, très nombreux sont ceux qui partagent des sentiments opposés.

Si la volonté des premiers doit être respectée, faut-il priver les seconds d'un service qui a beaucoup de prix à leurs yeux et qui procurera à leurs enfants d'incontestables avantages?

Quelle facilité, en effet, pour l'enfant qui s'est acquis quelques notions usuelles de la seconde langue lorsqu'il entre dans un établissement d'enseignement moyen et qu'il veut poursuivre ses études en français! Quelles ressources pour celui qui ne peut aller plus loin que l'école primaire, lorsqu'il est amené à briguer un emploi ou à prendre du travail dans une province ou dans un pays étranger où l'on ne parle pas sa langue maternelle!

H

Certaines villes et communes en ont apprécié tout le prix et, sans attendre l'invitation du pouvoir législatif, ont institué l'enseignement de la seconde langue dans leurs écoles primaires.

La proposition a pour objet de généraliser la mesure en imposant aux communes l'obligation d'organiser des cours de français en pays flamand et vice-versa, sur la demande de chefs de famille réunissant au moins vingt enfants en âge d'école.

Pour donner des résultats efficaces, l'enseignement devrait, d'après notre conception, commencer de bonne heure, dès le second degré et se continuer jusqu'à la fin des études primaires.

Nous croyons, en effet, l'assimilation plus aisée quand l'enseignement s'adapte à la première formation de l'enfant.

Dans notre proposition primitive, nous avions donc prévu l'enseignement de notre deuxième langue maternelle dès le deuxième degré.

Mais pour répondre aux objections faites par ceux qui, tout en étant en principe favorables à notre proposition, estiment que des raisons d'ordre psychologique s'opposent à ce que dès le seuil de l'école primaire, on apprenne en même temps aux enfants deux langues, nous avons modifié légèrement le texte primitif en ne prévoyant l'enseignement de la seconde langue qu'à partir du troisième degré, c'est-à-dire à partir de la cinquième année d'études. Nous espérons ainsi rallier l'opinion de tous ceux qui, profondément attachés à l'unité du pays, comprennent l'utilité pour nos populations de connaître nos deux langues nationales.

Le programme d'études sera tracé par le Gouvernement et devra s'inspirer des méthodes nouvelles, procéder au moyen d'exercices oraux, de conversation, donner à l'enfant des notions élémentaires, un vocabulaire portant sur les choses usuelles. Il comportera quatre années d'études avec un minimum de trois heures par semaine pour la cinquième et sixième année d'études et de cinq pour les deux dernières années.

Cet enseignement étant facultatif, il conviendra de le placer en dehors des heures ordinaires des classes. Si cependant les élèves inscrits formaient la majorité de la population de l'école, la commune devrait l'incorporer dans l'horaire ordinaire; bien entendu les enfants non inscrits en seraient dispensés. Les autres branches d'enseignement n'en souffriraient pas; il suffira la plupart du temps d'allonger l'horaire en vigueur.

Si les communes refusent d'accéder à la demande des familles, elles encourront les sanctions prévues par la loi organique de l'enseignement primaire et le Gouvernement pourra donc leur retirer les subsides ordinaires.

Si l'organisation des cours de seconde langue occasionne une dépense supplémentaire, ils seront supportés par l'État, qui a déjà pris à sa charge le paiement des traitements du personnel enseignant.

Les dispositions du projet sont applicables aux écoles adoptées ou adoptables. Les parents pourront s'adresser aux comités et aux conseils d'administration de ces établissements. Ces écoles seront soumises aux mêmes obligations que les écoles communales et les mêmes sanctions leur seront imposées.

On se plaint parfois de l'insuffisance de l'horaire des cours et ce n'est pas toujours sans raison. Le programme type joint à l'arrêté ministériel du 20 août 1922 a assigné un minimum d'heures de leçon par semaine, trois heures le matin et deux heures et demie à trois heures l'après-midi. Ce minimum n'est

même pas toujours observé, tant s'en faut. La proposition de loi vise le redressement de ce grief.

Les inspecteurs seront chargés de surveiller les cours institués en vertu du présent projet de loi, de s'assurer de l'observation du programme et de la fréquentation des cours et de signaler les améliorations dont l'expérience démontrera la nécessité. Ils inviteront les communes à se conformer aux instructions sur l'horaire des classes et ils signaleront au Gouvernement celles qui se refuseraient à adopter le minimum de 30 heures et demie par semaine.

Telle est la proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à l'examen de nos honorables collègues.

La Chambre, en l'adoptant, contribuera puissamment, nous en sommes convaincus, à réparer des griefs fort légitimes que formulent maintenant de nombreux pères de famille et resserrera les liens qui doivent unir les différentes populations de notre pays.

ALF. AMELOT.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 SEPTEMBER 1928.

Wetsvoorstel tot regeling van het onderwijs der tweede taal in de lagere scholen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het huidig voorstel is hetzelfde als dit, op 23 Februari 1922 ingediend. Het kon door de Kamer niet behandeld worden en verviel ten gevolge van de ontbinding. Door de meerderheid van de Afdeelingen, werd het, op 4 Mei 1922, goedgekeurd. Het strekt er toe, het onderwijs in de tweede taal in al de lagere scholen in te richten en uit te breiden.

Op het programma van het lager onderwijs komt enkel het verplichtend onderwijs voor van ééne taal : het Fransch, het Nederlandsch of het Duitsch, volgens de noodwendigheden van de plaatsen, zegt de wet van 1895; en deze bepaling wordt aangevuld en nader bepaald door de wet van 1914, in deze woorden : de moedertaal van de kinderen is de voertaal in al de graden van het onderwijs.

Het is dus voor de leerlingen der lagere scholen, in de gemeenten die zich streng houden aan de uitvoering der wetsvoorschriften, niet mogelijk de tweede landstaal aan te leeren; de kinderen uit de Vlaamsche gewesten leeren er geen woord Fransch en de kinderen der Waalsche gewesten leeren er geen woord Vlaamsch.

En al zijn er enkele huisvaders die aan dit onderwijs voor hunne kinderen niet houden, velen daarentegen denken er anders over.

Zoo het verlangen van de eersten moet geëerbiedigd worden, moet men daarvoor aan de anderen een dienst weigeren die in hunne oogen groote waarde heeft en die aan hunne kinderen onbetwistbaar groote voordeelen zal bijbrengen?

Wat een voordeel is het inderdaad niet voor een kind, dat eenige kennis van de tweede taal heeft verworven, wanneer het in eene inrichting van middelbaar onderwijs treedt en zijne studiën in de Fransche taal wenscht voort te zetten! Welk gemak brengt het niet mede voor iemand die enkel de lagere school volgt, wanneer hij eene betrekking moet vragen of werk moet aannemen in eene provincie of in een land waar men niet zijne moedertaal spreekt!

Sommige steden en gemeenten hebben het begrepen, en hebben zonder de aansporing van de wetgevende macht af te wachten, het aanleeren van de tweede taal in hunne lagere scholen ingevoerd.

Het wetsvoorstel heeft voor doel den maatregel algemeen te maken, met aan de gemeenten de verplichting op te leggen in de Vlaamsche gewesten Fransche lessen, en omgekeerd, in te richten, wanneer het gevraagd wordt door huisvaders die ten minste twintig kinderen hebben die den schoolleeftijd bezitten.

Wil het afdoende uitslagen bereiken, dan zou het onderwijs, naar onze opvatting, te goeder ure moeten aanvangen, t. w. van af den tweeden graad, en moeten voortgezet worden tot het einde der lagere studiën.

Wij meenen inderdaad dat het kind zich veel gemakkelijker de tweede taal zal eigenmaken wanneer het onderwijs beter aangepast wordt aan de eerste opleiding.

In ons oorspronkelijk voorstel, voorzagen wij dus het aanleeren van onze tweede landstaal vanaf den 2^{den} graad.

Doeh, willende ingaan op de bezwaren aangevoerd door degenen welke, hoewel in beginsel akkoord gaande met ons voorstel, van meening zijn dat redenen van psychologischen en paedagogischen aard zich er tegen verzetten dat men, van af het intreden in de lagere school, aan de kinderen twee talen aanleert, hebben wij den oorspronkelijken tekst lichtelijk gewijzigd, door het aanleeren van de tweede taal slechts te voorzien vanaf den 3^{den} graad, namelijk met ingang van het 5^{de} studiejaar.

Op die wijze, hopen wij de zienswijzen overeen te brengen van al degenen welke, in den grond gehecht zijnde aan 's Lands éénheid, begripen hoe nuttig het is voor onze bevolking onze beide nationale talen te kennen.

Het leerprogramma wordt opgemaakt door de Regeering, en moet op nieuwe onderwijsstelsels steunen, door middel van mondelinge oefeningen en gesprekken, aan het kind de eerste begrippen schenken, een woordenschat voor de meest gebruikelijke dingen. Het omvat vier leerjaren met een minimum van drie uren per week voor het vijfde en het zesde studiejaar, en vijf uren voor de laatste twee jaren.

Daar deze lessen niet verplichtend zijn, moeten ze gegeven worden buiten de gewone klasuren. Moesten echter de ingeschreven leerlingen de meerderheid uitmaken van de schoolbevolking, dan zou de gemeente deze lessen in den gewonen uurrooster moeten opnemen, met dezen verstande dat de niet ingeschreven kinderen er zouden van ontslagen zijn. De overige onderwijsvakken zouden er niet door lijden; 't zal meestal volstaan den bestaanden uurrooster te verlengen.

Moesten de gemeenten weigeren aan den wensch der huisvaders gehoor te geven, dan zouden zij de straffen oploopen die voorzien zijn bij de wet tot regeling van het lager onderwijs en zou de Regeering hun de gewone toelagen kunnen onthouden.

Zoo de inrichting van deze lessen in de tweede taal eene bijkomstige uitgave medebrengt, zal deze gedragen worden door den Staat die reeds de uitbetaling van de wedden van het onderwijspersoneel heeft op zich genomen.

De bepalingen van het wetsvoorstel zijn toepasselijk op de aangenomen en aanneembare scholen. De ouders zullen zich kunnen richten tot de comiteiten en de beheerraden van deze inrichtingen. Deze scholen zullen onderworpen zijn aan dezelfde verplichtingen als de gemeentescholen en dezelfde sanctiën worden hun opgelegd.

Er wordt soms geklaagd over het te gering getal lesuren, en dit niet altijd zonder reden. Het model-programma, gevoegd bij het ministerieel besluit van 20 Augustus 1922, heeft een minimum-getal lesuren per week aangeduid : drie uren 's morgens en twee en half tot drie uren 's namiddags. En dit minimum wordt op verre na niet altijd nageleefd. Het wetsvoorstel wil dat euvel doen verdwijnen.

Aan de schoolopzieners wordt opgedragen toezicht te houden over de lessen krachtens dit wetsvoorstel ingericht, over het naleven van het programma, het bijwonen der lessen, en het aanduiden van verbeteringen die de ondervinding noodzakelijk maakt. Zij zullen de gemeenten verzoeken zich te houden aan de onderrichtingen betreffende de lesuren, en ze zullen aan de Regeering de gemeenten aanduiden die zouden weigeren het minimum van dertig uren en half per week aan te nemen.

Dit is het wetsvoorstel dat wij de eer hebben te onderwerpen aan het onderzoek van onze collega's.

Zoo de Kamer het aanneemt, zal zij er machtig toe bijdragen. — daar zijn wij zeker van, — om de zeer gewettigde bezwaren weg te nemen die door talrijke huisvaders worden ingebracht en zal zij de verschillende groepeerings van 's Lands bevolking inniger dan ooit met elkaar vereenigen.

ALF. AMELOT.

(4)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi sur l'organisation
de l'enseignement de la seconde
langue dans les écoles primaires.**

**Wetsvoorstel tot regeling van het
onderwijs der tweede taal in de
lagere scholen.**

ARTICLE PREMIER.

Dans toutes les écoles primaires où la langue véhiculaire de l'enseignement est le flamand, les administrations communales seront tenues, sur la demande de chefs de famille réunissant vingt enfants âgés de dix ans au moins, d'établir à partir de la 5^e année d'études un cours de langue française.

D'autre part, dans toutes les écoles primaires où la langue véhiculaire de l'enseignement est le français, les administrations des communes auxquelles s'appliquent les conditions visées au paragraphe précédent, seront tenues d'établir, à partir de la 5^e année d'études, un cours de langue flamande.

ART. 2.

Ces cours seront facultatifs et seront donnés en dehors des heures de classe; si les élèves inscrits forment la majorité de la population de l'école, le conseil communal comprendra l'étude de la seconde langue dans l'horaire ordinaire des branches à enseigner dans cette école.

ART. 3.

Dans tous les cas, les enfants non inscrits en seront dispensés.

Ces cours, qui seront toujours gratuits, comporteront une durée d'au

EERSTE ARTIKEL.

In al de lagere scholen waar het Vlaamsch de voertaal is van het onderwijs, zijn de gemeentebesturen verplicht, op verzoek van de huisvaders die te zamen twintig kinderen van ten minste tien jaar hebben, een leergang der Fransche taal in te richten vanaf het vijfde studiejaar.

Evenzoo, in al de lagere scholen waar het Fransch de voertaal is van het onderwijs, zijn de gemeentebesturen, onder dezelfde voorwaarden als die voorzien in het voorgaande lid, verplicht een leergang der Vlaamsche taal in te richten vanaf het vijfde studiejaar.

ART. 2.

Deze leergangen zijn niet verplichtend en worden buiten de schooluren gegeven; mochten de ingeschreven leerlingen de meerderheid van de schoolgaande kinderen uitmaken, dan zal de gemeenteraad het onderwijs van de tweede taal doen geven binnen de gewone uren gesteld voor het onderwijs van de in die school aan te leeren vakken.

ART. 3.

Daarvan zijn, in elk geval, de niet ingeschreven kinderen ontslagen.

Die leergangen, welke steeds kosteloos zijn, moeten elke week, gedurende

moins trois heures par semaine pour la 5^e et 6^e année d'études et cinq heures pour les deux dernières années. Ils seront organisés d'après un programme institué par le Gouvernement et comporteront deux degrés au moins.

L'inspection scolaire fera annuellement rapport sur le fonctionnement et la fréquentation de ces cours et signalera les améliorations à y apporter.

ART. 4.

Si ces cours sont donnés en dehors des heures de classe, une indemnité spéciale à charge de l'État et fixée par arrêté royal, sera allouée aux instituteurs.

ART. 5.

En cas de refus des communes d'obtempérer au vœu des familles, les sanctions prévues au paragraphe 3 de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire leur seront appliquées.

ART. 6.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux écoles adoptées et adoptables.

ART. 7.

Dans toutes les écoles primaires subventionnées par l'État, l'enseignement devra comprendre au moins trente heures et demie par semaine.

ten minste drie uren gegeven worden voor het 5^{de} en het 6^{de} studiejaar, en gedurende vijf uren voor de laatste twee studie jaren. Zij worden ingericht naar een door de Regeering vastgesteld programma en omvatten ten minste twee graden.

De schoolopzieners doen elk jaar verslag over den gang en de bijwoning dier leergangen en vermelden de daaraan toe te brengen verbeteringen.

ART. 4.

Worden die leergangen buiten de schooluren gegeven, dan wordt eene bijzondere, bij Koninklijk besluit bepaalde Staatsvergoeding, aan de onderwijzers uitgekeerd.

ART. 5.

Indien de gemeenten weigeren gevolg te geven aan den wensch der huisvaders, zullen de bij artikel 23, paragraaf 3 van de wet tot regeling van het lager onderwijs op hen van toepassing zijn.

ART. 6.

De bepalingen dezer wet zijn mede van toepassing op de aangenomen en op de aanneembare scholen.

ART. 7.

In al de lagere scholen, die 's Rijks toelagen ontvangen, moeten er ten minste dertig en half uren per week aan het onderwijs besteed worden.

ALF. AMELOT.

E. DE WINDE.

D. CNUDE.

F. MASSON.

S. WINANDY.

G. HUBIN.